

ANNEXE

L'annexe qui suit ne fait pas partie de l'analyse et des propositions de l'ECRI concernant la situation en Fédération de Russie.

L'ECRI rappelle que l'analyse figurant dans son rapport sur la Fédération de Russie, comme indiqué en page 1, est datée du 19 juin 1998 et que tout développement intervenu ultérieurement n'y est pas pris en compte.

Conformément à la procédure pays-par-pays de l'ECRI, un agent de liaison national a été désigné par les autorités gouvernementales russes pour un processus de dialogue confidentiel avec l'ECRI sur le projet de texte sur la Fédération de Russie préparé par celle-ci et un certain nombre de ses remarques ont été prises en compte par l'ECRI, qui les a intégrées à son texte.

Cependant, à l'issue de ce dialogue, l'agent de liaison national a expressément demandé à ce que soient reproduites en annexe les observations suivantes des autorités gouvernementales russes.

OBSERVATIONS DES AUTORITÉS DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE CONCERNANT LE RAPPORT DE L'ECRI SUR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Les rapports établis par les experts du Conseil de l'Europe sur les questions des droits de l'homme en Russie sont toujours considérés par Moscou comme des documents analytiques sérieux devant contribuer à l'amélioration de la base législative dans le souci d'une garantie totale des droits de l'homme et des libertés dans notre pays. Dans ce sens le présent document n'est pas un document exceptionnel.

En même temps, nous considérons qu'il est nécessaire de préciser certains points et certaines conclusions du rapport de façon à donner une image réelle de la situation en Russie.

Cela s'applique tout d'abord aux conclusions du rapport sur la discrimination dont seraient victimes certains groupes ethniques, y compris sur les effets discriminatoires du système de type propiska mis en place par des ordonnances des autorités locales, l'existence de sentiments antisémites et l'intolérance religieuse.

Nous espérons que les renseignements ci-après aideront à mieux comprendre la situation dans ces domaines.

– Un rôle important est dévolu en Fédération de Russie aux moyens juridiques de protection des droits des minorités nationales.

En 1990, la déclaration sur la souveraineté d'Etat de la RSFSR a proclamé les droits politiques, économiques, ethniques et culturels des minorités nationales. En 1991, une loi sur les langues des peuples de la RSFSR a été adoptée. Cette loi renforce et élargit les normes juridiques concernant le droit des minorités nationales de développer leur langue nationale, de l'utiliser dans la vie publique et privée et de recevoir un enseignement dans cette langue. La loi fédérale relative à la «législation de base de la Fédération de Russie sur la culture», en date du 9 octobre 1992, accorde aux minorités nationales le droit de préserver et de développer leur identité culturelle. La Constitution de la Fédération de Russie adoptée en 1993, qui interdit toute discrimination fondée sur la race, la langue, la religion, la nationalité, etc., a ouvert de nouvelles perspectives de développement de la législation fédérale et régionale sur les minorités nationales.

Un rôle spécial en matière de renforcement des droits des minorités nationales en Fédération de Russie revient à la loi fédérale sur l'autonomie nationale et culturelle en date du 17 juin 1996, ainsi qu'au cadre de la politique d'Etat de la Russie en matière de nationalités, approuvé par le décret présidentiel n° 909 du 15 juin 1996.

En 1998, la Fédération de Russie a ratifié la Convention-cadre sur la protection des minorités nationales, qui entrera en vigueur le 1^{er} décembre 1998.

Conformément à l'article 7 de la loi fédérale relative à l'autonomie culturelle nationale, un Comité consultatif sur les autonomies culturelles nationales a été mis en place sous les auspices du Gouvernement de la Fédération de Russie. Le statut et la composition du comité ont été approuvés par l'Ordonnance n° 1517 du 18 décembre 1996. Le comité consultatif est un organe délibérant de droit public. Le ministère des Nationalités de la Russie fournit un appui organisationnel et technique à ses activités.

Le comité consultatif comprend des représentants des ministères et départements fédéraux ainsi que du Congrès des associations nationales de Russie, qui regroupe les ONG panrusses de certains groupes ethniques: arméniens, azerbaïdjanais, assyriens, géorgiens, grecs, tsiganes, coréens, polonais, ukrainiens, allemands, ouïgours, moldaves, kurdes et juifs.

A mesure que des autonomies culturelles nationales fédérales sont créées, leurs plénipotentiaires participent aux activités du comité.

Les tâches fondamentales du comité sont les suivantes:

- *participer à l'élaboration de programmes fédéraux dans le domaine de la préservation et du développement des langues nationales (langues maternelles) et cultures nationales, préparer des lois et d'autres instruments juridiques concernant les intérêts des minorités nationales;*
- *conseiller le Gouvernement russe, les organes fédéraux du pouvoir exécutif sur les problèmes nationaux des citoyens russes;*
- *apporter une aide à la création d'autonomies culturelles nationales, à la mise en place de leurs activités;*
- *représenter et protéger les droits et les intérêts culturels et sociaux des minorités nationales au sein des organes d'Etat de la Fédération de Russie.*

Un certain nombre d'institutions consultatives ont été créées auprès des organes exécutifs dans les sujets de la Fédération de Russie, par exemple: le Conseil sur les questions des nationalités, rattaché au chef de l'Administration des régions d'Orenbourg et de Tcheliabinsk, la Conférence interethnique moscovite auprès du Comité des liens publics et interrégionaux de l'Administration de Moscou. Le comité regroupe les présidents de plus de quatre-vingts associations nationales. La conférence interethnique siège une fois par trimestre, et des réunions et conférences consacrées à des thèmes particuliers des activités nationales ainsi que des groupes de travail et des tables rondes sont organisés entre les sessions.

Depuis le début des années 90 ont été créées dans un certain nombre de sujets de la Fédération de Russie des unités territoriales administratives nationales pour les différents peuples/minorités nationales: la commune vepse de Kouisk dans la région de Vologda, le district national évenk bytantai dans la République de Sakha, le district national allemand dans les régions d'Altaï et d'Omsk, le village évenk de Baikal et de Haut-Angara en République de Bouriatie, un district national vepse en République de Carélie, un sous-district national coréen «Sou-Tchan» dans la ville de Partisansk, dans la région de Primorsk, etc.

Ces unités nationales sont, sur le plan formel, des unités administratives territoriales, dont les organes de l'autonomie locale possèdent les mêmes droits que les organes correspondants des unités administratives territoriales ordinaires.

La loi de l'URSS du 26 avril 1990 «sur la liberté du développement national des citoyens de l'URSS vivant hors des limites des entités dont ils ont la nationalité ou dont l'entité en question n'est pas sur le territoire de l'URSS» sert de base juridique à la création d'entités nationales au niveau fédéral.

Le statut juridique des unités territoriales nationales sur le territoire des sujets de la Fédération de Russie est régi par leurs propres lois. La loi de la République de Bouriatie «sur le statut juridique des soviets ruraux évenks des députés du peuple sur le territoire de la République de Bouriatie» en date du 24 octobre 1991, et la loi de la République de Carélie «sur le statut juridique du district national, des soviets ruraux nationaux en République de Carélie» en date du 22 novembre 1991 ont été adoptées pour promouvoir la renaissance du peuple évenk sur le territoire de la Bouriatie et celle des Finnois sur le territoire de la Carélie, ainsi que pour satisfaire les revendications nationales, culturelles, spirituelles et linguistiques, et assurer une évolution démographique positive. Ces deux lois régissent les questions de la création d'unités administratives territoriales, y compris la procédure, les délais, la définition des frontières, les questions de développement économique, les questions de l'autofinancement et de l'aide financière.

Le district national évenk-bytantai («oulous»), en République de Sakha, a été créé conformément à l'Ordonnance n° 375 du Conseil des ministres en date du 11 décembre 1989, «sur les

principales mesures relatives à la création d'un district national évenk-bytantai». Le statut juridique de ce district et du village rural est également mentionné dans la section spéciale de la loi de la République de Sakha «sur les soviets locaux des députés du peuple et l'autonomie locale» en date du 5 mars 1991.

On peut citer, comme exemple de décision relative au statut des unités nationales dans les régions de Russie, le statut provisoire du village national, de la commune nationale («aimak») de la région de Kemerovo, approuvé le 20 novembre 1991 par le présidium du Soviet régional des députés du peuple de Kemerovo.

L'autonomie culturelle nationale est une forme d'autonomie nationale ne reposant pas sur un découpage territorial. Elle représente une association publique de citoyens se rattachant à certaines communautés ethniques. Ces associations, qui fonctionnent sur la base de l'auto-organisation volontaire, doivent contribuer à régler des questions liées au développement de la langue, de l'éducation et de la culture d'un groupe ethnique déterminé.

Le statut des autonomies culturelles nationales est défini dans la loi fédérale «sur l'autonomie culturelle nationale» (N 74-FZ du 17 juin 1996), dans la loi fédérale «sur les associations publiques» (N 82-FZ du 19 mai 1995), et dans les «principes généraux de la législation de la Fédération de Russie sur la culture», du 9 octobre 1992 (l'article 20 énonce le droit à l'autonomie culturelle nationale de toutes les communautés ethniques vivant de manière regroupée en dehors de l'entité dont elles ont la nationalité ou pour lesquelles il n'existe pas de telle entité)¹.

En 1992-1993, un certain nombre d'associations culturelles et éducatives tsiganes ont été fondées en Russie, par exemple l'Association «Roman khar» (Moscou), la commune tsigane «Bara Roma» dans la région de Krasnodar, et d'autres. Il y a des théâtres folkloriques nationaux et des théâtres bien connus, tels que le «Roman» et le «Ghilari» (théâtre de jeunes) ainsi qu'un salon musical rom à Moscou. Les Tsiganes russes sont représentés au Comité consultatif sur les autonomies culturelles nationales auprès du Gouvernement russe.

Le plan d'action sur la mise en œuvre du cadre de la politique d'Etat de la Russie en matière de nationalités a été approuvé par l'Ordonnance n° 217 du 22 février 1997.

– En 1944, les Turcs meskhètes, qui vivaient sur le territoire de la Géorgie, ont été déportés dans des républiques d'Asie centrale. Historiquement, ils n'avaient jamais vécu sur le territoire de la région de Krasnodar, où ils résident maintenant à titre temporaire en attendant de retourner dans leur pays natal. L'administration de la région de Krasnodar leur a délivré des permis de séjour temporaires spéciaux qui leur ont donné la possibilité d'accéder à l'emploi, à l'éducation et aux soins médicaux.

En mars 1992, des négociations ont eu lieu à Tbilissi entre une délégation de la région de Krasnodar et le Conseil d'Etat de Géorgie sur le retour prochain des Turcs meskhètes en Géorgie. La commission mixte a élaboré un protocole d'accord sur les intentions et un accord sur le rapatriement.

La Fédération de Russie a eu des négociations avec l'Organisation internationale pour les migrations, qui s'est déclarée prête à financer la réinstallation de cent familles de Turcs meskhètes en Géorgie. Nous considérons le retour des Turcs meskhètes dans leur terre historique comme une question de portée internationale, à laquelle il n'est possible de trouver une solution qu'au niveau d'un accord intergouvernemental approprié avec la République de Géorgie.

Après l'adoption de la loi «sur le droit des citoyens russes à la liberté de mouvement et au choix de leur résidence temporaire et permanente au sein de la Fédération de Russie» (juin 1993) et de la Constitution de la Fédération de Russie en décembre 1993, le Gouvernement russe, la Cour

¹ On trouvera des renseignements statistiques détaillés sur le nombre d'écoles, de journaux, de théâtres, etc. des minorités nationales au tableau 1-7 joint aux commentaires.

constitutionnelle de Russie et la Cour suprême de Russie ont approuvé toute une série de décrets et de mesures concrètes pour améliorer la base législative.

Ainsi, en juillet 1995, par une ordonnance spéciale du Gouvernement de la Fédération de Russie, les autorités exécutives ont été obligées de procéder à une immatriculation fondée sur une déclaration préalable et de lever les restrictions imposées aux conditions de séjour et de résidence à Moscou, à Saint-Pétersbourg et dans la région de Moscou. Des mesures visant à améliorer les mécanismes de fonctionnement de la loi susmentionnée et de supprimer divers obstacles introduits par les autorités locales pour lutter contre le séjour illégal de citoyens dans des lieux de résidence permanente sont prévues par les arrêts de la Cour constitutionnelle de Russie d'avril 1996, juillet 1997 et février 1998, ainsi que par les ordonnances du Gouvernement de la Fédération de Russie de mars 1997. Ces arrêts et décisions ont été adoptés principalement en liaison avec des actions des autorités à Moscou, dans la région de Moscou, la région de Stavropol, etc. L'objectif est d'éliminer toute possibilité de discrimination, de garantir l'égalité de tous les citoyens pour ce qui est du choix du lieu de résidence sur le territoire de la Russie, y compris le droit pour les citoyens de l'ex-URSS de venir en Russie depuis d'autres Etats de la CEI et des pays Baltes.

– Nous n'ignorons pas que certaines organisations non gouvernementales et certains gouvernements se sont intéressés de très près au débat sur la nouvelle loi russe «relative à la liberté de conscience et aux associations religieuses». Mais rien ne laisse supposer que le processus d'application de cette loi ait suscité la moindre «préoccupation internationale».

Rien ne permet de supposer qu'un groupe religieux quel qu'il soit «souffre» d'une privation de statut juridique. Le Gouvernement russe et sa Commission spéciale sur les organisations religieuses suivent de près le processus d'application de la loi. Des représentants de toutes les principales confessions assistent aux sessions mensuelles de la commission, et aucun fait étayant des préoccupations quant à l'obstruction des activités de groupes religieux n'a encore été révélé. La loi donne des définitions et établit des procédures d'inscription (si elle est nécessaire) de toutes les associations prétendant être de nature religieuse. La loi russe a le mérite d'indiquer clairement que les individus ont le droit de jouir de la liberté religieuse sans que les autorités d'Etat interviennent (dans les groupes religieux), et elle laisse la question de l'inscription à la discrétion des membres du groupe. En d'autres termes, d'après la législation russe, toute association publique sur notre territoire peut bénéficier de la personnalité juridique (avec compte bancaire, etc.). La loi «sur la liberté de conscience et les associations religieuses» ne fait de différence qu'entre les structures religieuses authentiques ou de bonne réputation et les autres. Le droit individuel à la liberté de pensée, de conscience et de religion est protégé à la fois par la Constitution et par les autres lois établissant des procédures claires pour son application.

Nous souhaiterions souligner que la loi sur la liberté de conscience et les associations religieuses contient des dispositions prévoyant la normalisation des procédures d'inscription des missions des églises créées hors des limites de la Fédération de Russie conformément à la législation d'Etats étrangers, et qu'elle définit des règles générales pour l'activité des missions étrangères sur le territoire russe. Les ordonnances gouvernementales pertinentes harmonisent les dispositions à cet égard.

– La partie du rapport qui traite des prétendus sentiments antisémitiques et des pratiques discriminatoires contre la population juive appelle également des précisions.

En Russie, la communauté juive a cinquante écoles spéciales, quinze synagogues (dont quatre à Moscou), plus de vingt journaux à sa disposition. En 1992, la Fédération des organisations et communautés juives a été créée ; elle regroupe plus de 200 membres. En 1995, le Congrès juif de Russie a été fondé.

– En ce qui concerne la question des réfugiés, il faut souligner que 235 000 réfugiés, parmi lesquels 240 d'Afghanistan, de Macédoine, de Turquie et d'Ethiopie étaient enregistrés en Fédération de Russie au 1^{er} janvier 1998. En outre, l'essentiel de la charge financière, occasionnée par les migrations forcées, qui s'est élevée à 230 millions de dollars des Etats-Unis en 1997, a été assumée

par la Russie, tandis que l'aide promise par la communauté internationale est restée insuffisante (12 millions de dollars des Etats-Unis).

– Enfin, pour mémoire, sur la base du décret présidentiel N° 232 du 13 mars 1997 «sur le principal document certifiant la personnalité de citoyen de la Fédération de Russie sur le territoire de ladite Fédération» et conformément à l'Ordonnance du Gouvernement russe n° 828 du 8 juillet 1997 «sur l'approbation du règlement concernant le passeport des citoyens de la Fédération de Russie, les modèles de passeport et le contenu des passeports des citoyens de la Fédération de Russie, la rubrique «nationalité» a été supprimée du passeport russe. Depuis le 1^{er} octobre 1997, plus de 1,7 million de personnes ont reçu de nouveaux passeports².

² On trouvera au tableau 8, joint aux commentaires, des renseignements statistiques détaillés sur la population de la Fédération de Russie par nationalité/groupe ethnique.

Tableau 1

Ecoles dispensant un enseignement dans les langues des peuples et groupes ethniques de la Russie
(au début de l'année scolaire 1997-1998)

<i>Russe</i>	62 676	<i>Kabarde</i>	92
<i>Abazine</i>	1	<i>Kalmouk</i>	56
<i>Adyghéen</i>	36	<i>Kazakh</i>	1
<i>Azerbaïdjanais</i>	7	<i>Lituanien</i>	1
<i>Altäi</i>	64	<i>Mari (de la plaine)</i>	283
<i>Arménien</i>	6	<i>Mari (de la montagne)</i>	43
<i>Balkar</i>	17	<i>Mordve (Mokša)</i>	134
<i>Bachkir</i>	906	<i>Mordve (erza)</i>	95
<i>Bouriate</i>	138	<i>Ossète</i>	157
<i>Géorgien</i>	1	<i>Tatar</i>	2 406
<i>Grec</i>	1	<i>Touva</i>	151
<i>Langues des groupes ethniques du Daghestan:</i>		<i>Oudmourte</i>	55
<i>Avar</i>	592	<i>Khakasse</i>	18
<i>Darguine</i>	233	<i>Tchétyhène</i>	23
<i>Koumyk</i>	91	<i>Tcherkesse</i>	7
<i>Lak</i>	174	<i>Tchouvache</i>	602
<i>Lezguien</i>	122	<i>Evenki</i>	2
<i>Tabassaran</i>	69	<i>Estonien</i>	1
		<i>Iakoute</i>	419

Tableau 2

Nombre d'élèves par langue d'enseignement
(au début de l'année scolaire 1997-1998)

<i>Russe</i>	20 638 978	<i>Kabarde</i>	16 824
<i>Abazine</i>	19	<i>Kalmouk</i>	1 752
<i>Adyghéen</i>	3 270	<i>Kazakh</i>	81
<i>Azerbaïdjanais</i>	588	<i>Lituanien</i>	4
<i>Altäi</i>	4 197	<i>Mari (de la plaine)</i>	13 705
<i>Arménien</i>	1 513	<i>Mari (de la montagne)</i>	1 557
<i>Balkar</i>	1 180	<i>Mordve (Mokša)</i>	2 845
<i>Bachkir</i>	68 938	<i>Mordve (erza)</i>	2 698
<i>Bouriate</i>	9 207	<i>Ossète</i>	5 340
<i>Géorgien</i>	300	<i>Tatar</i>	180 161
<i>Grec</i>	39	<i>Touva</i>	34 332
<i>Langues des groupes ethniques du Daghestan:</i>		<i>Oudmourte</i>	1 929
<i>Avar</i>	34 317	<i>Khakasse</i>	782
<i>Darguine</i>	20 226	<i>Tchétyhène</i>	2 844
<i>Koumyk</i>	15 244	<i>Tcherkess</i>	746
<i>Lak</i>	2 977	<i>Tchouvache</i>	37 631
<i>Lezguien</i>	15 813	<i>Evenki</i>	126
<i>Tabassaran</i>	4 638	<i>Estonien</i>	30
		<i>Iakoute</i>	71 254

Tableau 3

Journaux dans les langues nationales des peuples de la Fédération de Russie

Nombre de journaux en 1996

<i>Russe</i>	4 604	<i>Komi</i>	4
<i>Abazine</i>	1	<i>Mari (de la plaine)</i>	12
<i>Adyghéen</i>	2	<i>Mari (de la montagne)</i>	1
<i>Altäi</i>	2	<i>Mordve (mokša)</i>	1
<i>Balkar</i>	1	<i>Mordve (erza)</i>	2
<i>Bachkir</i>	30	<i>Nogay</i>	2
<i>Bouriate</i>	7	<i>Ossète</i>	3
<i>Langues des groupes ethniques du Daghestan:</i>		<i>Langues de peuples du nord de la Russie:</i>	
<i>Avar</i>	11	<i>Mansi</i>	1
<i>Darguine</i>	1	<i>Nénets</i>	1
<i>Koumyk</i>	4	<i>Khanty</i>	1
<i>Lak</i>	4	<i>Tatar</i>	91
<i>Lezguien</i>	2	<i>Touva</i>	7
<i>Kabarde</i>	3	<i>Oudmourte</i>	9
<i>Kalmouk</i>	1	<i>Tchéthène</i>	2
<i>Karatchäi</i>	1	<i>Tchouvache</i>	30
		<i>Iakoute</i>	26

Tableau 4

Nombre d'exemplaires de journaux en 1996 (milliers)

<i>Russe</i>	7 644 040	<i>Komi</i>	1 381
<i>Abazine</i>	422	<i>Mari (de la plaine)</i>	4 820
<i>Adyghéen</i>	1 706	<i>Mari (de la montagne)</i>	350
<i>Altai</i>	974	<i>Mordve (mokša)</i>	1 005
<i>Balkar</i>	900	<i>Mordve (erza)</i>	318
<i>Bachkir</i>	27 059	<i>Nogay</i>	449
<i>Bouriate</i>	1 305	<i>Ossète</i>	4 730
<i>Langues de groupes ethniques du Daghestan:</i>		<i>Langues de peuples du nord de la Russie:</i>	
<i>Avar</i>	4 497	<i>Mansi</i>	20
<i>Darguine</i>	275	<i>Nénet</i>	30
<i>Koumyk</i>	855	<i>Khanty</i>	30
<i>Lak</i>	330	<i>Tatar</i>	65 090
<i>Lezguien</i>	438	<i>Touva</i>	2 443
<i>Kabarde</i>	3 047	<i>Oudmourte</i>	3 235
<i>Kalmouk</i>	1 225	<i>Tchétychène</i>	118
<i>Karatchaï</i>	1 260	<i>Tchouvache</i>	20 841
		<i>Iakoute</i>	22 129

Tableau 5

Magazines et journaux dans les langues nationales des peuples de la Fédération de Russie

Nombre de magazines et de journaux en 1996

<i>Russe</i>	2 620	<i>Komi</i>	3
<i>Adyghéen</i>	2	<i>Mari (de la plaine)</i>	3
<i>Altai</i>	2	<i>Mari (de la montagne)</i>	1
<i>Balkar</i>	1	<i>Mordve (mokša)</i>	2
<i>Bachkir</i>	9	<i>Mordve (erza)</i>	2
Langues de groupes ethniques du Daghestan:		<i>Ossète</i>	3
<i>Avar</i>	1	<i>Tatar</i>	17
<i>Darguine</i>	1	<i>Touva</i>	2
<i>Koumyk</i>	1	<i>Oudmourte</i>	4
<i>Lak</i>	1	<i>Tchéthène</i>	1
<i>Lezguien</i>	1	<i>Tchouvache</i>	6
<i>Tabassaran</i>	1	<i>Iakoute</i>	3
<i>Ingouche</i>	1		
<i>Kabarde</i>	1		
<i>Kalmouk</i>	2		

Tableau 6

Nombre d'exemplaires de magazines et de journaux en 1996 (milliers)

<i>Russe</i>	381 174	<i>Kalmouk</i>	48
<i>Adyghéen</i>	5	<i>Komi</i>	107
<i>Altai</i>	5	<i>Mari (de la plaine)</i>	149
<i>Balkar</i>	2	<i>Mari (de la montagne)</i>	1
<i>Bachkir</i>	1 541	<i>Mordve (mokša)</i>	72
<i>Langues de groupes ethniques du Daghestan:</i>		<i>Mordve (erza)</i>	54
<i>Avar</i>	6	<i>Ossète</i>	7
<i>Darguine</i>	2	<i>Tatar</i>	2 610
<i>Koumyk</i>	2	<i>Touva</i>	10
<i>Lak</i>	2	<i>Oudmourte</i>	76
<i>Lezguien</i>	2	<i>Tché Tchène</i>	20
<i>Tabassaran</i>	2	<i>Tchouvache</i>	452
<i>Ingouche</i>	3	<i>Iakoute</i>	50
<i>Kabarde</i>	5		

Tableau 7

Nombre de théâtres utilisant des langues nationales des peuples de la Russie
(à la fin de 1994)

République des Adyghéï	
Russe, Adyghéen	1
République de l'Altai	
Russe, Altaï	1
République de Bachkortostan	
Bachkir	3
Russe, Bachkir	3
Tatar	2
République de Bouriatie	
Bouriate	1
Russe, Bouriate	1
République du Daghestan	
Avar	1
Darguine	1
Lezghien	1
Koumyk	1
Lak	1
République ingouche	
Russe, Ingouche	1
Région autonome juive	
Russe, Hébreux	1
République kabardino-balkare	
Kabarde, Tcherkesse	1
Karatchaï, Balkar	1
République karatchaïeno-tcherkesse	
Kabarde, tcherkesse	1
Karatchaï, Balkar	1
République de Kalmoukie	
Russe, Kalmouk	1
République de Carélie	
Finnois	1
République des Komis	
Komi	1
République des Mari-El	1
Mari	
République de Mordovie	1
Mordve	

Région d'Orenbourg	1
Tatar	
Région de Perm	1
Russe, Komi/Permien	
République de Sakha (Iakoutie)	2
Russe, Iakoute	4
Yakoute	
République d'Ossétie du Nord-Alanie	2
Russe, Ossète	1
Ossète	
République du Tatarstan	3
Russe, Tatar	6
Tatar	
République de Touva	
Russe, Touva	1
Touva	
République khakasse	2
Russe, Khakasse	
République tchouvache	2
Russe, Tchouvache	2
Tchouvache	

Tableau 8

Population de la Fédération de Russie par nationalité/groupe ethnique

(d'après les données du recensement de 1989)

Population totale: 147 021 869, dont:

<i>Russes</i>	119 865 946	<i>Khakasses</i>	78 500
<i>Tatars</i>	5 552 096	<i>Balkars</i>	78 341
<i>Ukrainiens</i>	4 362 872	<i>Nogays</i>	73 703
<i>Tchouvaches</i>	1 773 645	<i>Lituanien</i>	70 427
<i>Bachkirs</i>	1 345 273	<i>Altaïens</i>	69 409
<i>Biélorusses</i>	1 206 222	<i>Tcherkesses</i>	50 764
<i>Mordves</i>	1 072 939	<i>Finnois</i>	47 102
<i>Tchéchénes</i>	898 999	<i>Lettes</i>	46 829
<i>Allemands</i>	842 295	<i>Estoniens</i>	46 390
<i>Ourdmourtes</i>	714 833	<i>Kirghizes</i>	41 734
<i>Maris</i>	643 698	<i>Turkmènes</i>	39 739
<i>Kazakhs</i>	635 865	<i>Tadjiks</i>	38 208
<i>Avars</i>	544 016	<i>Abazines</i>	32 983
<i>Juifs</i>	536 848	<i>Bulgares</i>	32 785
<i>Arméniens</i>	532 390	<i>Tatars de Crimée</i>	21 275
<i>Bouriates</i>	417 425	<i>Routouls</i>	19 503
<i>Ossètes</i>	402 275	<i>Tats</i>	19 420
<i>Kabardes</i>	386 055	<i>Agouls</i>	17 728
<i>Iakoutes</i>	380 242	<i>Chors</i>	15 745
<i>Darguines</i>	353 348	<i>Vepses</i>	12 142
<i>Komis</i>	336 309	<i>Juifs des montagnes</i>	11 282
<i>Azerbaïdjanais</i>	335 889	<i>Gagaouzes</i>	
<i>Koumyks</i>	227 163	<i>Turcs Meskhètes</i>	10 051
<i>Lezguiens</i>	257 270	<i>Assyriens</i>	9 890
<i>Ingouches</i>	215 068	<i>Abkhazes</i>	9 622
<i>Touvas</i>	206 160	<i>Tsakhours</i>	7 239
<i>Peuples du Nord</i>	181 517	<i>Karakalpaks</i>	6 492
<i>Nénets</i>	34 190	<i>Roumains</i>	6 155
<i>Evenks</i>	17 055	<i>Hongrois</i>	5 996
<i>Tchouktches</i>	15 107	<i>Chinois</i>	5 742
<i>Nanaïs</i>	11 883	<i>Kurdes</i>	5 197
			4 724

<i>Koriaks</i>	8 942	<i>Tchèques</i>	4 375
<i>Mansis</i>	8 279	<i>Arabes</i>	2 704
<i>Dolganés</i>	6 584	<i>Ouïgours</i>	2 577
<i>Nivkhes</i>	4 631	<i>Iraniens (Perses)</i>	2 572
<i>Selkups</i>	3 564	<i>Vietnamiens</i>	2 142
<i>Oulchis</i>	3 173	<i>Khalkhas</i>	2 117
		<i>Mongols</i>	
<i>Itelmènes</i>	2 429	<i>Espagnols</i>	2 054
<i>Oudèges</i>	1 902	<i>Serbes</i>	1 580
<i>Samis</i>	1 835	<i>Cubains</i>	1 566
<i>Eskimos</i>	1 704	<i>Juifs d'Asie centrale</i>	1 172
<i>Tchouvants</i>	1 384	<i>Oudis</i>	
<i>Nganasans</i>	1 262	<i>Afghans</i>	1 102
<i>Youkaguirs</i>	1 112	<i>Slovaques</i>	858
<i>Kets</i>	1 084	<i>Karâites</i>	711
<i>Orotches</i>	883	<i>Dongans</i>	680
<i>Tofalars</i>	722	<i>Italiens</i>	635
<i>Aléoutes</i>	644	<i>Japonais</i>	627
<i>Néguidales</i>	587	<i>Peuples indiens et pakistanaïes</i>	591 535
		<i>Croates</i>	
<i>Enets</i>	198	<i>Néerlandais</i>	479
<i>Oroks</i>	179	<i>Ijors</i>	451
<i>Moldaves</i>	172 671	<i>Français</i>	449
<i>Kalmoukes</i>	165 821	<i>Peuple de Crimée</i>	352
<i>Tsiganes</i>	152 939	<i>Albanais</i>	338
<i>Karatchaïs</i>	150 332	<i>Baloutches</i>	298
<i>Komis-Permiaks</i>	147 269	<i>Autrichiens</i>	297
<i>Géorgiens</i>	130 688	<i>Britanniques</i>	295
<i>Ouzbeks</i>	126 899	<i>Talichis</i>	223
<i>Caréliens</i>	124 921	<i>Américains</i>	202
<i>Adyghéens</i>	122 908	<i>Lives</i>	185
<i>Coréens</i>	107 051	<i>Autres</i>	64
<i>Laks</i>	106 245		188 323
<i>Polonais</i>	94 594		
<i>Tabassarans</i>	93 587		
<i>Greco</i>	91 699		